



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.625/2/V
du 27 juillet 2016

advies 59.625/2/V
van 27 juli 2016

sur

over

un projet d'arrêté royal
'exécutant l'article 92, § 2, de
la loi du 30 juin 1994 relative
au droit d'auteur et aux droits
voisins'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van
artikel 92, § 2, van de wet van
30 juni 1994 betreffende het
auteursrecht en de naburige
rechten'

Le 16 juin 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 2 août 2016, sur un projet d'arrêté royal 'exécutant l'article 92, § 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 27 juillet 2016. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 juillet 2016.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 16 juni 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 2 augustus 2016, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 92, § 2, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 27 juli 2016. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 juli 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. Il ressort d'une note adressée le 16 mars 2016 à l'Inspecteur des Finances notamment

« que l'article 92, § 2, de la loi du 30 juin 1994 prévoit que le Roi doit, d'une part, désigner une ou plusieurs société(s) de gestion pour la gestion du droit de suite visé à cet article et, d'autre part, déterminer le moment à partir duquel une prescription de 3 ans pour l'action de l'auteur commence à courir.

Compte tenu de la compétence du Roi d'exécuter la loi conformément à l'article 108 de la Constitution belge, l'OPRI estime judicieux de fixer, par un projet d'arrêté royal, les conditions et les modalités de gestion des droits de suite afférents aux reventes publiques d'œuvres, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'art, au profit des artistes, auteurs des œuvres vendues, qui ont eu lieu avant le 2 février 1999.

Ainsi, le projet d'arrêté royal annexé ci-après, prévoit les éléments suivants :

- Les sociétés de gestion gérant les droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 sont représentatives de tous les titulaires du droit de suite et respectent le cadre législatif et réglementaire en vigueur, notamment en garantissant une gestion équitable et non discriminatoire, y compris la répartition équitable et non discriminatoire entre leurs membres et les ayants droits n'étant pas membres d[e]sdites sociétés de gestion, des droits de suite visés à l'article 92, § 2 de la loi du 30 juin 1994 et non attribués par le receveur du droit de suite ;

- Les sociétés de gestion gérant les droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 sont tenues par une obligation de moyen d'informer de manière diligente les ayants-droits, encore créanciers de leur droit de suite, visé à l'article 92, § 2, de la loi du 30 juin 1994 ;

- Les sociétés de gestion gérant les droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 doivent assurer la gestion comptable claire et transparente du droit de suite, visé à l'article 92, §2, loi du 30 juin[1994] ».

Les trois éléments ainsi visés font l'objet des articles 3 et 4 du projet, tandis que ses articles 1^{er} et 2 mettent en œuvre les habilitations conférées par l'article 92, § 2, précité.

Lorsqu'un arrêté royal se fonde ainsi à la fois sur des habilitations particulières conférées au Roi par certaines dispositions légales, conformément à l'article 105 de la Constitution, et sur le pouvoir général d'exécution des lois qu'Il tient de l'article 108 de la Constitution, il y a lieu de citer cet acte législatif ainsi que les subdivisions pertinentes d'articles comportant ces habilitations et cet article 108 de la Constitution ¹.

Le premier alinéa du préambule doit dès lors être remplacé par les deux alinéas suivants :

« Vu l'article 108 de la Constitution ;

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, l'article 92, § 2, inséré par la loi du 4 décembre 2006 ; ».

2. L'article 92, § 2, alinéa 1^{er}, inséré par l'article 8 de la loi du 4 décembre 2006 'transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale' dans la loi du 30 juin 1994 dispose comme suit :

« Les droits de suite afférents aux reventes publiques d'œuvres , au sens de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, au profit des artistes, auteurs des œuvres vendues, qui ont eu lieu avant le 2 février 1999 et pour lesquelles, le jour de l'entrée en vigueur du présent alinéa, les droits dus n'ont pas encore été payés à l'auteur ou à la société chargée de la gestion de ses droits, seront répartis par les sociétés de gestion désignées par le Roi ».

L'article 8 de la loi du 4 décembre 2006 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2007, conformément à l'article 8, 1^o, de l'arrêté royal du 2 août 2007 portant exécution de cette loi du 4 décembre 2006, de sorte que tel est également le cas de l'article 92, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juin 1994.

Dans l'article 2 du projet, il y a par conséquent lieu de remplacer les mots « , au jour de l'entrée en vigueur du présent article, les droits dus n'ont » par « , le 1^{er} novembre 2007, les droits dus n'avaient ».

*

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.1, point d).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Uit een nota die op 16 maart 2016 aan de inspecteur van Financiën gericht is, blijkt inzonderheid het volgende:

“(…) l'article 92, § 2, de la loi du 30 juin 1994 prévoit que le Roi doit, d'une part, désigner une ou plusieurs société(s) de gestion pour la gestion du droit de suite visé à cet article et, d'autre part, déterminer le moment à partir duquel une prescription de 3 ans pour l'action de l'auteur commence à courir.

Compte tenu de la compétence du Roi d'exécuter la loi conformément à l'article 108 de la Constitution belge, l'OPRI estime judicieux de fixer, par un projet d'arrêté royal, les conditions et les modalités de gestion des droits de suite afférents aux reventes publiques d'œuvres, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'art, au profit des artistes, auteurs des œuvres vendues, qui ont eu lieu avant le 2 février 1999.

Ainsi, le projet d'arrêté royal annexé ci-après, prévoit les éléments suivants:

- Les sociétés de gestion gérant les droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 sont représentatives de tous les titulaires du droit de suite et respectent le cadre législatif et réglementaire en vigueur, notamment en garantissant une gestion équitable et non discriminatoire, y compris la répartition équitable et non discriminatoire entre leurs membres et les ayants droits n'étant pas membres d[e]sdites sociétés de gestion, des droits de suite visés à l'article 92, § 2 de la loi du 30 juin 1994 et non attribués par le receveur du droit de suite;

- Les sociétés de gestion gérant les droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 sont tenues par une obligation de moyen d'informer de manière diligente les ayants-droits, encore créanciers de leur droit de suite, visé à l'article 92, § 2, de la loi du 30 juin 1994;

- Les sociétés de gestion gérant les droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 doivent assurer la gestion comptable claire et transparente du droit de suite, visé à l'article 92, § 2, loi du 30 juin[1994]”.

De drie elementen waarnaar aldus verwezen is, komen aan bod in de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, terwijl de machtigingen die bij het voormelde artikel 92, § 2, zijn verleend ten uitvoer gelegd worden bij de artikelen 1 en 2

Wanneer een koninklijk besluit aldus steunt zowel op bijzondere machtigingen die bij zekere wettelijke bepalingen overeenkomstig artikel 105 van de Grondwet aan de Koning zijn verleend, als op de algemene bevoegdheid voor het uitvoeren van de wetten die Hij ontleent aan

artikel 108 van de Grondwet, moet naar die wetgevende tekst worden verwezen, alsook naar de relevante onderdelen van artikelen waarin die machtigingen voorkomen en naar dat artikel 108 van de Grondwet.¹

Het eerste lid van de aanhef moet dan ook door de volgende twee leden worden vervangen:

“Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, artikel 92, § 2, ingevoegd bij de wet van 4 december 2006;”.

2. Artikel 92, § 2, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994, ingevoegd bij artikel 8 van de wet van 4 december 2006 ‘houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk’, luidt als volgt:

“De volgrechten met betrekking tot de doorverkopen bij openbare veiling van werken, in de zin van artikel 1 van de wet van 25 juni 1921 tot het innen van een recht op de openbare kunstveilingen, ten bate der kunstenaars, auteurs der verkochte werken, die plaatsvonden voor 2 februari 1999, waarvoor de verschuldigde rechten op de dag van inwerkingtreding van dit lid nog niet betaald werden aan de auteur of de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten, zullen verdeeld worden door de door de Koning aangewezen beheersvennootschappen.”

Overeenkomstig artikel 8, 1°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 2007 tot uitvoering van die wet van 4 december 2006, is artikel 8 van die wet van 4 december 2006 op 1 november 2007 in werking getreden, zodat datzelfde ook geldt voor artikel 92, § 2, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994.

In artikel 2 van het ontwerp moeten de woorden “op de dag van inwerkingtreding van dit artikel nog niet betaald werden” bijgevolg worden vervangen door de woorden “op 1 november 2007 nog niet betaald waren”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Jacques JAUMOTTE

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.1, d).